

Ile-de-France Environnement a 40 ans

De 1970 à 2014, l'Union a toujours été présente sur les sujets environnementaux dans la région. Elle est animée par des bénévoles infatigables et convaincus. Ils ont su conjuguer oppositions à certains projets et propositions alternatives constructives.

Une pression constante sur les politiques

Le mouvement associatif de protection de l'environnement est apparu dans la région Ile-de-France dans les années 1970. La densification urbaine, l'extension des voies à grande circulation et le développement des nuisances ont alors conduit certains citoyens à prendre conscience des inconvénients du « progrès » induit par la période de croissance des « Trente Glorieuses ».

En ce qui concerne Paris, un sujet inquiète à l'époque : la création de la voie express rive gauche. Devant le projet municipal de gare routière sur le parvis de Notre Dame, le conseiller d'État Louis Fougère et Anne-Marie Picard, médecin résidant sur l'Île de la Cité, l'association pour la défense et l'embellissement du site de Notre Dame est créée. Un regroupement informel de plusieurs dizaines de comités locaux s'opère autour de ce noyau : le « Bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de Paris et de la région parisienne », germe de notre union régionale actuelle, est né.

Début 1974, campagne présidentielle : lors d'une réunion publique rassemblant 2 000 personnes, les questions environnementales sont abordées pour la première fois à Paris, portées par le Bureau de Liaison qui interroge les candidats et présente des propositions. Cette initiative est un premier succès : durant son mandat, Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est inspiré des propositions associatives pour le volet « environnemental » de son programme, adopte la loi de protection de la nature (1976) et crée un ministère regroupant les services de l'équipement et ceux de l'environnement.

Les années 80 sont celle de la structuration du mouvement : le rassemblement régional est officiellement déclaré en Préfecture le 6 février 1981 sous le nom de « Bureau de Liaison des associations de défense de l'environnement de la région parisienne ». L'association régionale trouve un local, engage un permanent, lance le bulletin « Liaison » et obtient l'agrément préfectoral. Le collectif se rapproche également des fédérations défendant le patrimoine, le cadre de vie, les transports en commun, l'écologie... En 1982, lors des États généraux de l'environnement, le travail du Bureau de Liaison est concrétisé par la publication d'un Livre blanc sur l'Ile-de-France qui est remis solennellement aux autorités franciliennes.

En 1993, le Bureau de Liaison devient « Ile-de-France Environnement » et l'union régionale adhère à France Nature Environnement. Le mouvement est riche d'environ 200 associations et ses représentants se penchent activement sur la révision du Schéma d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France.

En 1997, IDFE connaît une sérieuse crise morale et financière qui est gérée par une nouvelle équipe et permet de lancer les bases d'une nouvelle expansion, dans la rigueur et dans l'harmonie. En particulier, les statuts modifiés prévoient qu'aucun membre du Bureau, désormais, ne puisse exercer une même fonction plus de deux mandats (soit quatre années en tout). Cette disposition assure un renouvellement des équipes et des méthodes, une addition de talents et de sensibilités. Ces quinze dernières années, la vie de l'union régionale a ainsi été ryth-

mée par les présidences successives investies d'une seule et même mission : faire comprendre aux décideurs de la région Ile-de-France qu'il est indispensable de préserver et d'améliorer la qualité de vie dans la région.

LES PRÉSIDENTENCES



ile-de-france environnement
UNION REGIONALE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES DE L'ENVIRONNEMENT

Anne-Marie PICARD
(1974-1993)

André SUCHIER
(1993-1997)

Alain DEMAIZIERES
(1997-2001)

Marc AMBROISE-RENDU
(2001-2005)

Pierre MERLIN
(2005-2006)

Daniel HANNOTIAUX
(2006-2010)

Michel RIOTTOT
(2010-2014)

Ile-de-France Environnement a 40 ans

Quelques grands combats

Un coup d'arrêt à la gare routière sur le parvis de Notre Dame

En 1970, les riverains de la cathédrale Notre-Dame, dont Anne-Marie Picard, apprennent par hasard qu'il est prévu un parking souterrain de 220 places dont 17 réservées aux cars de tourisme sur la place Jean XXIII. Abattage de la quarantaine de tilleuls, condamnation du square, inadéquation du projet puisque les cars, trop hauts, ne pourraient s'y garer... L'association pour la Défense du site de Notre-Dame et environs est créée le 6 septembre 1970 : la fondatrice de notre Union en fait partie. L'action de ces militants environnementaux de la première heure, qui rassemblent rapidement plus de mille adhérents, conduit le Conseil de Paris à abandonner le projet.

Une action constante sur l'aménagement du territoire régional

En 1979, l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, premier document de planification de l'organisation territoriale francilienne, entraîne la création du « Bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de Paris et de la région parisienne ». Très axé à ses débuts sur Paris (lutte contre les hauteurs des tours prévues au POS de Paris, actions pour sauvegarder le secteur de Beaubourg ou les marchés parisiens, suivi des dossiers de Bercy, des terrains Citroën, des Halles...), le mouvement s'est ensuite intéressé à la banlieue. Au fil des révisions des schémas régionaux les axes défendus n'ont jamais divergé : respecter les espaces naturels notamment forestiers, préserver les terres agricoles, donner une priorité aux transports en commun, ne pas réaliser de coûteuses opérations de prestige, tenir compte de la pollution de l'air, ne pas densifier à outrance la région parisienne... Chaque nouveau plan régional a fait l'objet d'un travail minutieux et approfondi de la part d'IDFE.

Projet Europacity (95)**Une implication à dimension très nationale**

L'implication politique du mouvement au plan national est importante à ses débuts : interpellation des candidats lors des élections présidentielles de 1974, questionnaire aux partis politiques en 1978 et aux candidats en 1981, nombreuses réunions et contacts avec les ministères... Le mouvement pèse sur l'éveil à l'environnement de la société et des politiques.

Un transformateur transformé

Un projet de quatre transformateurs électriques (le Poste Bagot) sur un belvédère près de Thoiry (Yvelines) est vivement combattu en 1995 par les associations locales soutenues par IDFE. Un seul verra le jour quinze ans plus tard sous le nom de Poste Yvelines, poste modèle pour RTE en terme d'intégration environnementale.



Lignes électriques (91)

Les questions sur les nuisances et pollution aériennes

En 2003, IDFE adresse une lettre sur la concentration excessive du trafic aérien en Ile-de-France à 165 personnalités politiques régionales. Depuis, la situation s'aggrave ! Etudes scientifiques démontrant que les nuisances sonores induisent de véritables pathologies : les associations de protection de l'environnement dont IDFE sont à l'origine de la création de Bruit-parif en 2004... Impact sur l'air des polluants liés aux mouvements des avions. Malgré la mobilisation massive des citoyens, le "lobby" poursuit son plan d'augmentation du trafic : nouveau terminal "colossal" à Roissy, rénovation de l'aérogare d'Orly, modifications insidieuses des "couloirs aériens" afin de "repousser les limites de saturation" de l'espace aérien.

Le gros dossier des déchets

Le sujet « déchets » est une préoccupation de l'Union dès les années 1980, du fait des nuisances liées aux décharges à ciel ouvert puis des incinérateurs d'ordures ménagères qui polluent l'air. Ensuite, un nouveau sujet apparaît : les installations de stockage de déchets inertes, qui amassent les déblais plus ou moins contrôlés des travaux du BTP. Dès 1988, l'Union appelle le Conseil régional à une politique de réduction et de valorisation des déchets...

Ile-de-France Environnement a 40 ans

de notre union

Le leitmotiv de la protection des espaces naturels

Dès leur regroupement informel début 1974 au sein du « Bureau de Liaison des 60 », les militants avaient souci de protéger les espaces verts menacés par la mise en place des plans d'occupation des sols, le développement du réseau routier, l'apparition des ZAC... A partir des années 1980, l'arrivée des lignes TGV Sud-Est et Atlantique ont entraîné la création de la Coulee verte. Une réflexion s'est engagée sur la mise en place d'une ceinture verte autour de Paris : sauvegarde des forêts périurbaines face à l'urbanisation, alerte sur la surexploitation de la forêt par les coupes rases, reconnaissance de la vocation agricole du plateau de Saclay... Cette réflexion a vu la naissance des parcs naturels régionaux autour de la capitale, le premier étant celui de la Haute Vallée de Chevreuse créé en 1985.

La mobilisation contre l'industrie des loisirs

Implantation d'Eurodisney à Marne la Vallée en 1986 et du Parc Astérix au nord de l'Ile de France en 1987... aujourd'hui, centres commerciaux géants avec skidômes et multiplication des golfs modelés par le stockage des déchets inertes... L'Union déplore de tout temps cette instrumentalisation du loisir saccageant les espaces agricoles et naturels. Le milieu du sport a rejoint ce mauvais exemple avec le projet d'extension de Roland Garros qui détruit les serres d'Auteuil ou celui du stade de Rugby en Essonne.



Serres d'Auteuil (92)

Les questions sur les nuisances et pollution aériennes

En 2003, IDFE adresse une lettre sur la concentration excessive du trafic aérien en Ile-de-France à 165 personnalités politiques régionales. Depuis, la situation s'aggrave! Etudes scientifiques démontrant que les nuisances sonores induisent de véritables pathologies : les associations de protection de l'environnement dont IDFE sont à l'origine de la création de Bruit-parif en 2004 ... Impact sur l'air des polluants liés aux mouvements des avions. Malgré la mobilisation massive des citoyens, le "lobby" poursuit son plan d'augmentation du trafic : nouveau terminal "colossal" à Roissy, rénovation de l'aérogare d'Orly, modifications insidieuses des "couloirs aériens" afin de "repousser les limites de saturation" de l'espace aérien.

Le fléau de l'extraction « gaz et huiles de schistes »

Une nouvelle menace est apparue pour notre environnement, notamment en Seine et Marne : la technique de fracturation hydraulique permettant d'extraire des hydrocarbures présents dans les roches appelées « schistes ». Technologie agressive pour le sous-sol aux conséquences mal connues... technologie gourmande en eau à l'heure des interrogations sur la disponibilité future de cette ressource... technologie dont le modèle économique détériorera irrémédiablement notre environnement...

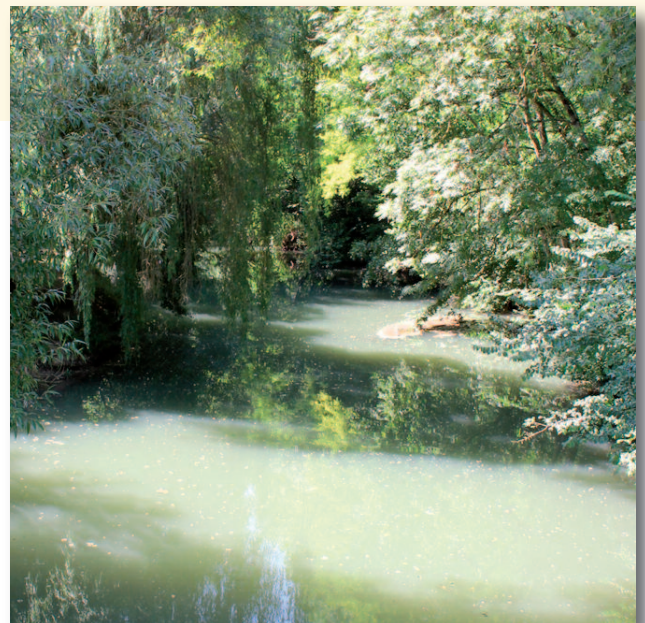


Gaz de schistes (77)

Le bien précieux de la trame bleue

Les milieux aquatiques franciliens ont perdu la moitié de leur surface en 50 ans et ne représentent aujourd'hui que 2,1 % de la superficie de la région alors que 42 espèces oiseaux en dépendent. Des partenariats, trop peu fréquents, se mettent en place entre associations, élus, syndicats de rivière et Agence de l'eau. Des diagnostics et des études permettent alors de rendre à ces petites rivières leur ancien cours (par exemple La Bièvre) et une part de leur biodiversité naturelle quand l'urbanisation l'autorise.

Venise Briarde (77)



Ile-de-France Environnement a 40 ans

Un texte prémonitoire d'Anne-Marie Picard

Le 25 juin 1980, Anne-Marie PICARD, Présidente fondatrice du « Bureau de Liaison » qui allait devenir plus tard « Ile de France Environnement », ouvrait par ces mots la réunion « Ras le Bol » organisée à la Maison de la Mutualité



« Soirée de protestation, soirée d'affirmation. Cette réunion, nous l'avons voulue, nous l'avons organisée pour protester contre l'attitude la plus courante de nos interlocuteurs, nous la

tenons pour affirmer la solidarité et la détermination des associations.

Nous avons été, nous sommes tous confrontés au même phénomène : la concertation qu'on nous propose le plus souvent doit s'écrire avec des guillemets ; c'est un mot dont on pare, à la limite, n'importe quelle réunion à laquelle nous sommes conviés.

Tous ici nous avons entendu de beaux discours, des mots justes, des analyses exactes, des projets apparemment convenables, mais... dès qu'il s'agit de passer aux actes, aux décisions concrètes, les fissures s'élargissent en failles, les fossés s'approfondissent et nous avons la surprise de découvrir une réalité contraire à tout ce que nous avons entendu auparavant. Nous en éprouvons parfois de l'amertume et du découragement. Avoir été écoutés mais non entendus et compris. Aujourd'hui, ce soir, nous dirons notre volonté de ne pas baisser les bras, notre détermination à demander que soient prises en compte nos critiques et propositions. Nous réaffirmerons notre solidarité dans tous les combats que nous avons engagés pour les faire aboutir.

[...]

C'est que nous nous heurtons encore aux mêmes obstacles : l'irresponsabilité administrative, l'impuissance politicienne, la politique de l'autruche ou celle de Gribouille...

Concertation, consultation, dialogue, nous les rencontrons parfois. Et même, il en sort des résultats concrets, c'est la conséquence d'actions d'associations unies. Mais pour un résultat positif, combien de faux semblants, combien d'échecs ?

Voyez le résultat des enquêtes dites d'utilité publique. Qu'est-

il fait de nos avis ? Le Commissaire enquêteur découvre toujours une raison – une mauvaise raison – d'écarter les arguments défendus par les associations. Ou bien nous sommes trop nombreux, ou bien nous ne sommes pas assez nombreux...

De toute façon, un projet soumis à enquête est acquis au moment où il est soumis à enquête. Les dés sont jetés. La mascarade commence. Quel cynique aveu, cette phrase d'un dirigeant d'EDF rapportée par le journal l'Expansion, en substance : « Une enquête publique n'est pas faite pour examiner le projet, mais pour voir comment il est accueilli par le public. »

De telles phrases, nous pouvons tous en rapporter, en citer : elles illustrent un état d'esprit que nous combattons. »

Bureau de Liaison des 60

Associations de Défense de l'Environnement
à Paris et dans la Région Parisienne

25 JUIN 1980

Siège Social :
2, rue Boutarel, 75004 Paris
Téléphone : 326.66.36

POURQUOI CETTE REUNION ?

Soirée de protestation, soirée d'affirmation. Cette réunion nous l'avons voulue, nous l'avons organisée pour protester contre l'attitude la plus courante de nos interlocuteurs, nous la tenons pour affirmer la solidarité et la détermination des associations.

Nous avons été, nous sommes tous confrontés au même phénomène la concertation qu'on nous propose le plus souvent doit s'écrire avec des guillemets ; c'est un mot dont on pare, à la limite n'importe quelle réunion à laquelle nous sommes conviés

Tous ici nous avons lu ou entendu de beaux discours, des mots justes, des analyses exactes, des projets apparemment convenables, mais... dès qu'il s'agit de passer aux actes, aux décisions concrètes les fissures s'élargissent en failles, les fossés s'approfondissent et nous avons la surprise de découvrir une réalité contraire à tout ce que nous avons entendu auparavant

Nous en éprouvons parfois de l'amertume et du découragement. Avoir été écoutés mais non entendus ni compris. Aujourd'hui ce soir nous dirons notre volonté de ne pas baisser les bras, notre détermination à demander que soient prises en compte nos critiques et nos propositions ; nous réaffirmerons notre solidarité dans tous les combats que nous avons engagés pour les faire aboutir

Voilà pourquoi nous sommes réunis ce soir, ici, à l'initiative du Bureau de Liaison des 60, de la Charte de la Nature et de la Fédération des Associations de Sauvegarde de l'Environnement d'Ile de France. Cette proposition a été approuvée et reprise par l'ensemble des associations invitées au nom desquelles je vous remercie d'être présent ce soir

Plusieurs thèmes seront abordés

- Les associations face aux élus et à l'Administration
- la crise de l'urbanisme à PARIS et en ILE DE FRANCE
- l'ILE DE FRANCE transformée en banlieue amorphe
- la défense des arbres et des forêts
- Contre le bruit et les pollutions
- repenser les transports